

No. 28427

---

**FRANCE  
and  
CANADA**

**Agreement regarding cooperation and exchanges in the museums field. Signed at Paris on 26 November 1990**

*Authentic texts: French and English.*

*Registered by France on 14 October 1991.*

---

**FRANCE  
et  
CANADA**

**Accord concernant la coopération et les échanges dans le domaine des musées. Signé à Paris le 26 novembre 1990**

*Textes authentiques : français et anglais.*

*Enregistré par la France le 14 octobre 1991.*

# ACCORD<sup>1</sup> ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE GOUVERNEMENT DU CANADA CONCERNANT LA COOPÉRATION ET LES ÉCHANGES DANS LE DOMAINE DES MUSÉES

Le Gouvernement de la République française  
et le Gouvernement du Canada,  
ci-dessous dénommés "les Parties",

Considérant leur Accord culturel signé le 17 novembre 1965<sup>2</sup> et leur Echange de lettres du 23 octobre 1973 relatif à la coopération scientifique<sup>3</sup>,

Résolus à encourager le développement de leur coopération et de leurs échanges dans le domaine des musées,

Sont convenus de ce qui suit:

## Article Ier

Les Parties développent leur coopération et leurs échanges dans le domaine des musées.

## Article II

1) Sans préjudice des actions concernant les expositions menées dans le cadre de l'article 5 de l'Accord culturel du 17 novembre 1965, les Parties développent leur coopération et leurs échanges dans tous les champs d'activité muséologique, notamment en matière de conservation, de restauration, de formation, de recherche, d'archéologie, d'information, d'inventaires et de production de documents audiovisuels.

---

<sup>1</sup> Entré en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 1991, soit le premier jour du deuxième mois ayant suivi la date de réception de la dernière des notifications (du 25 janvier 1991) par lesquelles les Parties s'étaient informées de l'accomplissement des formalités constitutionnelles requises, conformément à l'article X.

<sup>2</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 862, p. 321.

<sup>3</sup> *Ibid.*, vol. 939, p. 305.

2) Les modalités de cette coopération peuvent faire l'objet d'arrangements administratifs entre les administrations intéressées des deux Parties.

#### Article III

1) Les actions visées à l'Article II portent sur les collections relevant des Parties, quelle que soit leur nature: artistique, historique, archéologique, ethnographique ou scientifique.

2) En ce qui concerne les autres collections, les Parties encouragent la coopération et les échanges entre les institutions et personnes intéressées.

#### Article IV

Les Parties encouragent et facilitent le jumelage d'institutions spécialisées oeuvrant dans le domaine des musées.

#### Article V

Les Parties recherchent, selon des modalités à déterminer d'un commun accord, les possibilités de mettre au point des actions conjointes avec les Etats tiers.

#### Article VI

Conformément à l'Accord culturel du 17 novembre 1965, les Parties procèdent à l'échange d'experts, de matériels et d'informations et à tout autre type d'échange dans les domaines du présent Accord.

#### Article VII

1) Les conditions d'entrée et de séjour des ressortissants des Parties intéressés par l'application du présent Accord ainsi que de leur famille sur le territoire de l'autre sont régies par l'article 9 de l'Accord culturel du 17 novembre 1965.

2) L'importation des biens et effets personnels de ces ressortissants est régie par le même article.

#### Article VIII

Les Parties permettent l'admission temporaire en franchise de tout droit et taxe du matériel nécessaire à l'application du présent Accord conformément aux lois et règlements en vigueur dans chaque Etat.

#### Article IX

i- Il est créé un Comité conjoint chargé de présenter aux autorités compétentes de chacune des Parties des recommandations portant sur le développement de la coopération et des échanges visés par le présent Accord et sur les moyens de résoudre les difficultés soulevées par sa mise en application.

2- Le Comité conjoint se réunit une fois tous les deux ans alternativement dans chaque Etat. Dans l'intervalle, il peut se réunir en tant que de besoin.

3- Chaque Partie nomme ses représentants au Comité conjoint.

4- Conformément à l'Accord culturel du 17 novembre 1965, la Commission mixte franco-canadienne étudie lors de ses sessions les programmes d'action présentés par le Comité conjoint.

#### Article X

Chacune des Parties notifiera à l'autre l'accomplissement des formalités constitutionnelles requises, en ce qui la concerne, pour l'entrée en vigueur du présent Accord, laquelle interviendra le premier jour du second mois suivant la date de la réception de la seconde de ces notifications.

**Article XI**

1- Le présent Accord est conclu pour une durée de cinq ans à compter de son entrée en vigueur et renouvelable par tacite reconduction pour des périodes de cinq ans.

2- A l'issue de la première période de cinq ans, il peut être dénoncé à tout moment avec un préavis de six mois.

3- La dénonciation de l'Accord culturel du 17 novembre 1965 met fin au présent Accord.

4- Les projets en cours au moment de la dénonciation sont menés à terme avec le bénéfice des dispositions du présent Accord.

Fait à Paris ce 26 novembre 1990, en deux exemplaires dans les langues française et anglaise, chacune des deux versions faisant également foi.

Pour le Gouvernement  
de la République française :

[Signé]

JACK LANG  
Ministre de la Culture,  
de la Communication  
et des Grands Travaux

Pour le Gouvernement  
du Canada :

[Signé]

MARCEL MASSE  
Ministre des Communications

AGREEMENT<sup>1</sup> BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF CANADA REGARDING CO-OPERATION AND EXCHANGES IN THE MUSEUMS FIELD

---

The Government of the French Republic  
and the Government of Canada,  
hereinafter called "the Parties",

Considering their Cultural Agreement, signed November 17, 1965,<sup>2</sup> and their Exchange of Letters regarding scientific co-operation of October 23, 1973,<sup>3</sup>

Resolved to encourage the development of their co-operation and exchanges in the museums field,

Have agreed as follows:

Article I

The Parties shall develop their co-operation and exchanges in the museums field.

Article II

1. Without prejudice to actions concerning exhibitions carried out pursuant to Article V of the Cultural Agreement of November 17, 1965, the Parties shall develop their co-operation and exchanges in all fields of museum activity, including conservation, restoration, training, research, archaeology, information, inventories and the production of audiovisual documents.

2. The terms and conditions of this co-operation may be set out in administrative arrangements between the relevant administrations of the two Parties.

---

<sup>1</sup> Came into force on 1 April 1991, i.e., the first day of the second month following the date of receipt of the last of the notifications (of 25 January 1991) by which the Parties had informed each other of the completion of the required constitutional formalities, in accordance with article X.

<sup>2</sup> United Nations, *Treaty Series*, vol. 862, p. 321.

<sup>3</sup> *Ibid.*, vol. 939, p. 305.

### Article III

1. The actions referred to in Article 13 shall apply to the collections within the jurisdiction of the Parties, whether they be artistic, historical, archaeological, ethnographic or scientific in nature.

2. With respect to other collections, the Parties shall encourage co-operation and exchanges between the institutions and individuals concerned.

### Article IV

The Parties shall encourage and facilitate the twinning of specialized institutions working in the museums field.

### Article V

The Parties shall seek opportunities to develop joint actions with third States, in accordance with terms and conditions to be determined by mutual agreement.

### Article VI

In accordance with the Cultural Agreement of November 17, 1965, the Parties shall proceed with the exchange of specialists, materials and information and all other kinds of exchanges in the fields covered by this Agreement.

### Article VII

1. Article 9 of the Cultural Agreement of November 17, 1965, shall govern the conditions of admission and temporary sojourn of nationals of each party concerned by the application of this Agreement, and of their family, on the territory of the other Party.

2. The entry of the personal goods and effects of such nationals shall be governed by the same article.

### Article VIII

The Parties shall permit the temporary entry, exempt from tax and duty, of materials required for the application of this Agreement, in accordance with the laws and regulations in force in each State.

### Article IX

1. A Joint Committee shall be created to present to the competent authorities of each Party recommendations concerning the development of the co-operation and exchanges which are the subject of this Agreement and the means of solving difficulties which arise from its application.

2. The Joint Committee shall meet once every two years alternately in each State. In the interval, it may meet as required.

3. Each Party shall appoint its representatives to sit on the Joint Committee.

4. In accordance with the Cultural Agreement of November 17, 1965, the joint French and Canadian Commission shall study at its meetings the programmes of action presented by the Joint Committee.

### Article X

Each Party shall notify the other of the completion of the formalities required by its Constitution for the entry into force of the present Agreement. The Agreement shall come into force on the first day of the second month following the date of receipt of the second of these notifications.

**Article XI**

1. This Agreement shall remain in force for five years following its entry into force and shall be renewable by tacit agreement for periods of five years.

2. At the end of the first period of five years, the Agreement may be terminated at any time by giving six months notice.

3. The termination of the Cultural Agreement of November 17, 1965, shall terminate this Agreement.

4. Projects under way at the time of termination shall continue to benefit from the provisions of the present Agreement until such time as they have been completed.

Done at Paris, this 26th day of November, 1990, in two copies in English and in French, both versions being equally authentic.

For the Government  
of the French Republic:

[Signed]

JACK LANG  
Minister of Culture, Communication  
and Major Projects

For the Government  
of Canada:

[Signed]

MARCEL MASSE  
Minister of Communications

